

RETROUVER LA MISSION DE L'INTELLECTUEL EN AFRIQUE

« L'histoire des peuples ne se déroule pas en ligne droite, sur une surface plane ; un peuple s'affirme en surmontant les épreuves que lui réservent ses échecs aussi bien que ses succès, il progresse de crise en crise »

(Raymond Aron).

**Germain KAMBALE
MAKWERA, S.J.**
Redacteur en Chef
adjoint de *Congo
Afrique*, Professeur
à l'Université
de Lubumbashi.
germainkambale@
gmail.com

Dans la plupart des pays africains, l'école, socle où se bâtit l'avenir de la nation, est un lieu d'exclusion plutôt que de socialisation. Pour éviter cette discrimination, des législateurs ont constitutionalisé la gratuité de l'enseignement de base.

En RD Congo, c'est l'article 43 de la Constitution qui consacre le caractère gratuit et obligatoire de l'enseignement de base. Cette mesure a été mise en application au début de l'année scolaire 2019-2020. Certes, grâce à elle, la charge des parents a été allégée ; les enfants issus des milieux défavorisés ont commencé à fréquenter l'école. Du coup, les effectifs ont augmenté, mais les infrastructures n'ont pas suivi, rendant malaisé l'encadrement des apprenants. Outre l'insuffisance des infrastructures, il se pose le problème de l'impayement de Nouvelles Unités (NU) et du sous-paiement des autres. Cette situation aurait pu être évitée si l'on avait pris en compte les préalables formulés dans les textes antérieurs¹.

Et si l'école se présente ainsi, en manque d'infrastructures de base, en manque de ce qui fait sa mission fondamentale, comment ceux qui en sont issus pourraient-ils construire leur nation ?

De fait, dans de nombreux pays africains, au lieu de produire des gens qui mettent leur savoir au service de la nation, l'école produit plutôt des diplômés appelés aussi des « techniciens du savoir »². Ceux-ci sont des hommes disposés à mettre leur savoir et savoir-faire à la disposition du bon payeur. Fascinés par les facilités

1 Le débat sur « a gratuité de l'enseignement de base » a déjà fait l'objet de plusieurs contributions, entre autres : Gratien MOKONZI BAM-BANOTA, « Gratuité et qualité de l'enseignement primaire en République Démocratique du Congo », in *Congo-Afrique*, (décembre 2012), n°470, pp. 768-785 ; Johan VERHAGHE, « La gratuité de l'enseignement primaire en République démocratique du Congo face aux défis structurels », in *Congo-Afrique*, (septembre 2013), n°478, pp. 578-598.

2 Voir J. KANKWENDA MBAYA (dir.), *Les intellectuels congolais face à leurs responsabilités devant la nation*, Kinshasa, ICREDES, 2007, p. 21.

matérielles, ils sont à la solde du pouvoir politique et à la quête d'une ascension sociale. Ils sont très habiles/aptes à créer des écarts plutôt qu'à socialiser, à marquer des séparations plutôt qu'à inculquer les idées nobles. Les ambitions personnelles démesurées, les calculs électoraux, l'emportent sur la poursuite du bien commun ou de l'intérêt général. Les sujets majeurs comme la sauvegarde de l'intégrité du territoire national, l'éducation, la sécurité, la crise sanitaire (etc.), cèdent la place à un flot d'autres sujets qui ne nous réservent plus de surprise : « dialogue », « concertation », « consultation », (etc.). Toutes ces notions renvoient ici aux petits arrangements, aux petites combines entre les politiques de tout bord ! Désarmés que nous sommes, nous subissons sous forme d'ennui et de bavardage, le spectacle désolant dont le contenu est la mise au frigo de la raison critique, le vieillissement prématuré de la recherche de la vérité, sur l'autel des petits circuits où se stockent et se redistribuent les biens rares, les honneurs et les plaisirs.

Où donc est l'intérêt du peuple ? Tout se passe comme si nos gouvernants étaient coupés de la réalité : « Pour être exact et utile, il faut comprendre qu'il existe un décalage permanent entre les idées admises [la sagesse conventionnelle] et la réalité. Et au bout du compte, on ne s'en étonnera pas, c'est la réalité qui compte »³. Que peut-on alors attendre de ces exilés de la réalité qui les entoure, faute de la connaître ou de la prendre comme données de leurs expériences et de leurs applications ?

C'est ici qu'il faut rappeler l'importance de l'école comme fondement des institutions qui seront en mesure de répondre à des besoins réels et précis de la population. Mais, quelle école ? Les contributions de cette livraison tentent d'éclairer cette question. L'Afrique a bel et bien besoin d'une école dont l'instruction est adaptée aux exigences de la vie en terre africaine et selon un modèle de société à promouvoir. Une école au service d'une nation dans laquelle les décideurs investissent dans la transmission des valeurs fondamentales pour promouvoir « l'humanité » en l'homme. Cela implique des enseignements en adéquation avec l'environnement physique, avec les réalités socio-économiques et culturelles, directement liés aux tâches de production (Joël Ipara, Emery Tshisanda).

S'appuyant sur ce socle, un bond qualitatif est possible pour former « un intellectuel », c'est-à-dire un homme qui se préoccupe du présent et du futur de sa société sur le plan politique, économique et social et qui s'engage (...) ⁴. Un tel engagement n'a de sens que s'il s'agit d'un ré-enracinement, mais aussi de la conquête d'une nouvelle et plus large fraternité. C'est autant dire qu'à la place d'un individualisme égoïste, plus virulent que toute forme de pandémie, l'heure a sonné pour que l'école puisse investir dans les valeurs fondamentales de solidarité, d'égalité et de justice. ■

3 John KENNETH GALBRAITH, *Les mensonges de l'économie*, Paris, Grasset, 2004, p. 9.

4 Voir J. KANKWENDA MBAYA (dir.), *Les intellectuels congolais face à leurs responsabilités devant la nation*, Kinshasa, ICREDES, 2007, p. 22.